

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

AD PLATING MARNAZ

97 imp. des Acacias
74460 Marnaz

Références : 20250709-RAP-InspSuiteDéversement+Sécheresse
Code AIOT : 0006104639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement AD PLATING MARNAZ implanté 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD PLATING MARNAZ
- 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz
- Code AIOT : 0006104639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société AD PLATING fait partie du groupe HACER spécialisé dans les traitements de surfaces et les traitements thermiques des métaux dont le siège est situé à Cluses (74). Elle est constituée de deux entités, AD PLATING Grenoble (ex Hacer Traitements de Contacts à Saint-Martin-d'Hères-38), et AD PLATING Marnaz (ex Hacer Traitements de Contacts à Marnaz -74).

L'établissement est spécialisé dans le dépôt de revêtements métalliques sur des pièces en acier, en acier inox ou en cuivre destinées au secteur de l'automobile (60 % de la production), à l'industrie électrique (15 % de la production) et aux biens d'équipements industriels (bâtiment, ...). La couche métallique appliquée sur ces pièces de petites dimensions (entre 2 mm et 5 cm dans leurs plus grandes dimensions) permet d'obtenir des caractéristiques particulières telles qu'une protection anti-corrosion, une conductivité, un durcissement...

Elle possède deux lignes de traitement dont l'une a été mise en service en septembre 2022.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets directs au milieu	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Suppression des végétations et terres	AP de Mesures d'Urgence du 19/08/2024, article 1	/	Sans objet
3	Suppression des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 19/08/2024, article 2	/	Sans objet
4	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article Annexe 1, point 9.	/	Sans objet
5	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse des points de contrôles n'a pas mis en évidence de non-conformité.

De plus, il est à noter que l'exploitant a justifié avoir respecté l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°PAIC-2024-0063 du 19 août 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets directs au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Déversements de produit dans le milieu de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 12/08/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits [...]

Constats :

Le présent point de contrôle vise à vérifier les avancées et les actions entreprises en réponse aux demandes 2 et 3 du rapport de l'inspection du 15 mars 2024 :

" Demande N°2 :

L'exploitant en vérifiera la faisabilité technique et fera évoluer le logiciel de gestion de la ligne pour rendre impossible la désactivation de l'avertisseur sonore des alarmes de sécurité telles que « température basse », « niveau haut » et « niveau très haut » des cuves de traitement. Une autre évolution matérielle peut-être choisie, comme par exemple ajouter un tuyau de remplissage attitré pour chacune des cuves des bains de traitement, avec une vanne de coupure automatique asservie à l'information aujourd'hui remontée à l'automate de « niveau haut » de la cuve. L'exploitant présente la solution retenue à l'inspection des installations classées au plus tard 45 jours après réception du présent rapport.

Demande N°3 :

Dans l'attente d'une solution pérenne, la procédure DAQ_200 devra a minima être mise à jour pour ajouter une mention interdisant formellement de désactiver les alarmes sonores, au plus tard 7 jours après réception du présent rapport. "

Le corps du constat de la fiche du point de contrôle n°2 de l'inspection du 15 mars 2024 évoquait également une sensibilisation des équipes à réaliser quant à l'importance de respecter et acquitter les alarmes et sur la gestion des événements de sur-remplissage.

Par son courriel du 30 août 2024 l'exploitant a notamment transmis la procédure DAQ_200 modifiée (plus précisément les procédures DAQ_200 R et DAQ_200 S) et interdisant la désactivation de l'alarme sonore [indiquant le sur-remplissage].

Dans un premier temps l'automatisme et la typologie des lignes de production ne permettaient pas leur automatisation tel qu'évoqué dans la demande n°2 rappelée plus haut. En revanche, l'exploitant a expliqué avoir effectué des modifications matérielles sur sa deuxième ligne (ligne 250) pour permettre une mise à niveau automatique des cuves (détecteurs de niveau par laser et reparamétrage du logiciel de gestion de la ligne). Selon l'exploitant ces modifications ont été effectuées et le nouveau fonctionnement était en phase de test à la date de la visite d'inspection (9 juillet 2025). Idéalement, le nouveau fonctionnement devrait être opérationnel courant août 2025.

L'exploitant a également expliqué avoir passé commande pour automatiser son autre ligne (le système sera un peu plus complexe), dont l'installation devrait être effectuée en septembre 2025. Il est alors raisonnable d'estimer que les automatismes seront opérationnels au plus tard en fin d'année 2025 pour les deux lignes. Ce point pourra être vérifié lors d'une prochaine inspection.

Enfin, l'exploitant a présenté à l'inspection le contenu de la sensibilisation alors adressée à l'ensemble du personnel du site AD Plating de Marnaz suite à l'événement de 2024. A cet effet, il a présenté les feuilles d'émargement, tout en précisant que la formation était présidée par M. Stéphane BAUD, président du groupe Hacer Invest (Dont AD Plating est une filiale), afin d'insister sur l'importance du message.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 19/08/2024, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, post incident de déversement
Prescription contrôlée : <p>En application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, la société AD Plating, dont le siège social est situé 97 impasse des Acacias Z.I. des Valignons à Marnaz, fera intervenir une société spécialisée pour supprimer les points de pollution concentrée suspectés suite à l'incident de déversement de la nuit du 16 juillet 2024 au 17 juillet 2024.</p> <p>Pour cela, au plus tard 8 jours après la notification à l'exploitant du présent arrêté, ce dernier fera :</p> <ul style="list-style-type: none">• supprimer les végétations atteintes par la pollution• excaver les terres au droit des zones visuellement dégradées (herbe morte, haies séchées, arbres séchés), sur une surface incluant un dépassement de 50 cm autour des zones visuellement dégradées, et sur une profondeur d'un mètre. <p>Ces dispositions pourront être modifiées en fonction des solutions techniques proposées par la société spécialisée (modification des périmètres et/ou de la profondeur, notamment si des estimations ou analyses immédiates sont possibles pour rendre compte de la pollution dans les terres).</p> <p>L'exploitant devra informer sans délai l'inspection des installations classées dès lors que les solutions techniques seront retenues.</p> <p>Dès qu'il en aura connaissance, l'exploitant informera sans délai l'inspection des installations classées de la date d'intervention de la société spécialisée.</p>
Constats : <p>Le présent point de contrôle vise à valider les conclusions du rapport final d'analyse des risques résiduels (ARR) du 19 février 2025 et référencé CE3700580 / 1115635-04, ainsi que vérifier visuellement l'absence sur site de déchets résultant des travaux de dépollution de la zone concernée par le déversement de 2024, ainsi que le bon état des piézomètres utilisés pour les analyses de suivi des eaux souterraines.</p> <p>Le rapport d'analyse des risques résiduels susmentionné, ainsi que les différents rapports et résultats d'analyses transmis précédemment par l'exploitant permettent de justifier que les déchets produits par les excavations et la suppression des végétations contaminées ont été éliminés via des filières adaptées (sur justification par des prélèvements et analyses, et bordereaux de suivi de déchets).</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que les deux zones concernées par les déversements de produits ont effectivement été débarrassées des végétations et terres contaminées. La zone en bordure de l'autoroute ne présente plus aucune végétation, les terres contaminées ont été retirée et la zone a été remaniée avec de la terre saine. Une clôture de chantier étant en place, l'exploitant a expliqué que des travaux (en concertation avec la compagnie d'autoroute) seront réalisés très prochainement pour mettre en place une clôture fixe (dont les poteaux et leurs fondations sont suffisamment enfoncés dans le sol pour résister aux dégradations que peuvent causer les sangliers).</p> <p>Sur la zone faisant la jonction avec la société SMP, en particulier sur l'emprise foncière de la société SMP, les terres excavées et les végétations supprimées n'ont pas encore été remplacées par des terres saines et des végétations, à la demande de la société SMP (le temps de finaliser les démarche et décisions des assurances). Néanmoins, cette zone est sécurisée et bâchée (le niveau du sol étant simplement plus bas).</p> <p>Le bon état des piézomètres présents sur le site de AD Plating, ainsi que le piézomètre du site SMP</p>

a pu être vérifié visuellement lors de la visite des installations.

Suite à la visite du 9 juillet 2025, l'exploitant a transmis le rapport CE60.P0590-R.01 du 6 juin 2025 concernant la campagne d'avril 2025 de suivi de la qualité des eaux souterraines. Celui-ci précise que les prélèvements et analyses réalisés le 17/04/2025 au droit des 3 ouvrages présents sur le site d'étude et hors du site ont montré l'absence de détection sur les paramètres recherchés. Il recommande également la poursuite de la surveillance trimestrielle des eaux souterraines au droit du site d'étude sur l'année 2025.

L'inspection valide cette recommandation. Ainsi, l'exploitant tiendra à disposition de l'inspection le rapport de la prochaine campagne de surveillance.

Également, l'inspection valide les recommandations du bureau d'études, formulées dans le rapport d'ARR :

" - La réalisation d'une surveillance de la qualité des eaux sur les 3 ouvrages au droit du site (PZ1, PZ2 et le puit), et également sur le piézomètre voisin situé en aval du déversement accidentel à l'ouest/nord-ouest du site, suivant la norme NFX 31-615, avec des analyses par un laboratoire accrédité/reconnu par le COFRAC. Cette surveillance pourra être menée selon une fréquence trimestrielle jusqu'en juillet 2025 (soit 1 an post incident), puis semestrielle, afin de confirmer l'absence d'impact [à noter que la fréquence trimestrielle est conservée jusqu'à la fin 2025, tel qu'explicité plus haut] ;

- En cas de travaux, la mise en place des canalisations AEP dans des tranchées comblées de sablon sain. "

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suppression des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 19/08/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et élimination des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets produits par les travaux mentionnés à l'article 1 du présent arrêté seront soit :

1 - évacués immédiatement selon la filière adaptée (déchets dangereux à défaut d'analyse, autre filière d'élimination après caractérisation par prélèvements et analyses représentatives) ;

2 - stockés sur le site de manière confinée afin de garantir l'absence de dissémination par ruissellement d'eau de pluie, puis éliminés selon les dispositions du 1 du présent article.

Constats :

Les éléments documentaires transmis par l'exploitant (voir point de contrôle précédent) permettent de justifier que les déchets ont été éliminés en filières adaptées.

Tel qu'évoqué au précédent point de contrôle, aucun déchet résultant des travaux de dépollution n'a été relevé sur le site lors de la visite des installations le 9 juillet 2025.

Selon les éléments du dossier (justification de la méthodologie, photographie), pendant les phases de stockage des déchets en vue de leur caractérisation (durée des prélèvements et des analyses), ceux-ci étaient stockés sur une surface imperméable (parking au sud du bâtiment, côté autoroute) et recouvert d'une bâche imperméable également.

Considérant ces éléments, les justifications sont suffisantes pour établir que l'exploitant a satisfait

à l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 19 août 2024, référencé PAIC-2024-0063.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30/06/2023, article 1 Et Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, Annexe 1, point 9.

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 30/06/2023, article 1 :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, Annexe 1, point 9 :

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
9. Usages industriels, artisanaux et commerciaux	Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site	Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle Réduction de 25 % des volumes	Registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m³/j Réduction de 50 % des volumes	Registre quotidien pour tout prélèvement supérieur à 100 m³/j Interdit sauf impératifs sanitaires
		<p>Sont exemptés :</p> <ul style="list-style-type: none">les activités commerciales, artisanales et industrielles consommant :<ul style="list-style-type: none">moins de 1 000 m³/an dans le milieu ou ;moins de 7 000 m³/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu). Une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités.ou les établissements ICPE bénéficient d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions quantitatives relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse ;ou les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum, notamment via la mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, ou via le respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité à travers un plan de sobriété hydrique (PSH) mis à jour tous les ans. <p>Pour tous les établissements, les usages de l'eau « accessoires », non liés au process, sont concernés par les mesures de restrictions identiques à celles appliquées aux usages collectifs (arrosage des pelouses, lavages de véhicules...).</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau).</p> <p>Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de sobriété hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour minima tous les ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>Pour les ICPE, les déclarations des prélèvements et des consommations sont effectuées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p>		

Constats :

Le présent point de contrôle s'attache à vérifier 2 points principaux :

1- L'exploitant entre-t-il dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ?

2- L'exploitant est-il exempté (au titre du cas d'exemption n°3) des taux de réduction de la consommation d'eau prévus par l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024, dit arrêté-cadre sécheresse ?

1- les consommations totales du site sont les suivantes sur les 4 dernières années (données issues des déclarations sur la plateforme GERE) :

2021 : 9 627 m³

2022 : 10 889 m³

2023 : 7 215 m³

2024 : 8 187 m³

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a justifié en séance sa consommation d'eau sur la période du 1er janvier 2025 au 31 mai 2025 (sur base de ses extractions de consommations d'eau) : 4227 m³ à fin mai. Considérant cette consommation à mi année, et les productions habituelles, l'exploitant affirme sans mal que sa consommation prévisionnelle annuelle sera bien inférieure à 10 000 m³/an en 2025.

L'historique de consommation d'eau montre que le seuil de 10 000 m³/an n'a été dépassé qu'en 2022, année sur laquelle la nouvelle ligne de production a été mise en service, laquelle a nécessité plusieurs mois de réglages et optimisations. L'année 2022 n'est donc pas représentative de la consommation normale du site.

Sur la base de ces éléments, l'inspection considère que le site n'entre pas dans le cadre de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (cadre défini dans son article premier).

2- L'inspection a examiné le PSH de l'établissement, afin de statuer sur le caractère économe de l'utilisation en eau du site pour les usages industriels (ne sont donc pas considérés les consommations d'eau à usage sanitaire ou servant à la défense contre l'incendie).

Le schéma hydrique du site, présenté dans l'onglet "I-Diagnostic des consommations" du PSH est simple, clair, et permet de distinguer les usages concernés par l'arrêté cadre sécheresse, et ceux non concernés. Il permet également d'identifier les flux de consommation pour lesquels il existe une valeur cible de consommation, permettant ainsi de juger du caractère "économe en eau". Le site ayant pour activité le traitement de surface, la consommation cible à ne pas dépasser est de 8 litres par m² de surface traitée et par fonction de rinçage.

Concernant son extraction 2025 (à fin mai 2025), l'exploitant a expliqué avoir calculé sa consommation spécifique à 6,7 l/m²/fonction de rinçage.

En outre, tel que vu précédemment, les consommations totales annuelle représentatives (y compris sanitaires et défense incendie) sont de l'ordre de 7 à 8 000 m³/an compte-tenu des actions de réduction mises en place sur le procédé industriel. Cette valeur est à comparer à la consommation annuelle sur l'année de référence 2018 : 17 410 m³ selon la déclaration GERE 2018 (cette comparaison provient de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, servant alors de doctrine pour juger du caractère économe des consommations d'eau à usage industriel dans les ICPE). Si l'on considère la consommation annuelle actuelle d'environ 8 000 m³/an (cas défavorable), cela représente une baisse de consommation de plus de 54%. Considérant que les réductions ont principalement été engendrées par des économies sur le procédé industriel (les consommations d'eau à usage sanitaire ou de défense incendie étant comparativement faibles et peu modifiables), le pourcentage de réduction des usages industriels par rapport à l'année 2018 est mathématiquement supérieur à 54%.

Enfin, le PSH décrit suffisamment les actions pérennes que l'exploitant a mis en œuvre pour réduire ses consommations d'eau, ainsi que celle en cours ou à venir. L'exploitant a également précisé qu'il n'était pas en capacité de réduire davantage sa consommation d'eau en période de sécheresse sans faire porter un risque certain sur la qualité des produits (et donc le taux de rebus). En effet, toutes les actions imaginées pour réduire la consommation de manière non négligeable ont préférentiellement été réalisées (ou prévues) de manière pérenne. Quelques mesures génériques ont tout de même été listées (affichage des mesures de restriction et gestes d'économie, rappels et sensibilisation, surveillance accrue des rejets, mise à disposition du registre des prélèvements d'eau à l'inspection).

En conclusion :

Le site AD Plating de Marnaz n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, et est exempté des mesures de restrictions d'eau prévues au 9 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024, considérant qu'il justifie d'économies pérennes en eau tel que prévu par le motif d'exemption n°3 de cette même annexe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables

Prescription contrôlée :

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Tel que décrit au point de contrôle précédent, l'établissement n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel de 30 juin 2023.
La prescription contrôlée n'est donc pas applicable.

Il est à noter que l'article 9 de l'arrêté-cadre sécheresse susmentionné modifie les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 du même arrêté ministériel, uniquement pour les ICPE **entrant dans le champ d'application** de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

En d'autres termes, les modifications apportées par l'arrêté-cadre sécheresse ne sont pas de nature à imposer la déclaration des consommations journalières du site sur la plateforme GIDAF.

Cela étant, le PSH de l'exploitant prévoit que celui-ci tienne à disposition de l'inspection son registre de prélèvements journaliers dès le passage au niveau alerte du bassin versant "Arve médian".

Type de suites proposées : Sans suite